

Mon royalisme : "politique d'abord" et sentiment.

Écrit par Jean-Philippe

Dimanche, 11 Février 2018 22:51 - Mis à jour Dimanche, 11 Février 2018 23:03

Lorsque le royalisme est évoqué, rarement, dans les médias, il est ramené à quelques noms, soit issus du monde des artistes, soit tirés de l'histoire et, souvent, de la polémique autour des années trente et de la guerre de 39-45 : ce n'est pas exactement satisfaisant, même si Lorant Deutsch et Stéphane Bern me sont tous deux fort sympathiques et qu'ils banalisent (dans le bon sens du terme) l'idée de Monarchie, quand l'évocation de Maurras se fait plus grinçante et moins paisible... Mais limiter le royalisme à l'histoire ou à la popularité simplement médiatique me semble vain, ou insuffisant pour mener à la ré-restauration royale que je souhaite et pour laquelle je milite, année après année, en espérant bien « **vivre en Monarchie, et non pas mourir royaliste en République** »...

Mais alors, comment définir le royalisme, et présenter sa pratique ? Il y a plusieurs approches possibles, et j'en privilégie une double, à la fois politique et « populaire » : **un royalisme « politique d'abord »**, et **un royalisme plus « sentimental »**, et c'est cette prise en compte des deux aspects qui me semble la plus efficace et la mieux compréhensible de nos concitoyens qu'il s'agit bien de convaincre ou, du moins, d'amadouer. Car, je le redis ici, si l'établissement d'institutions royales en France est bien nécessaire pour relever les défis contemporains dans les meilleures conditions, et qu'il peut être mené par un petit nombre, une « minorité énergique » qui sait ce qu'elle veut et où elle va, il n'est viable et crédible que si une part significative de la population civique française accepte et, même, désire cette « refondation » : **pour s'enraciner, il faudra bien que la Monarchie royale soit, ou devienne, populaire près**

des Français

S'il est possible que cette popularité vienne après l'établissement royal, il ne faudrait pas, néanmoins, qu'elle tarde trop. Considérons qu'un délai maximal d'une décennie est raisonnable, et l'exemple espagnol peut nous renseigner sur ce point : le roi Juan Carlos, « enfant de Franco », a réussi en moins de six ans cette délicate opération de popularisation de la Monarchie, en jouant sur plusieurs terrains à la fois et en actionnant des leviers que seule sa position arbitrale pouvait lui assurer. La rédaction et la promotion d'une nouvelle Constitution démocratique, en 1978, puis son très bref discours d'une minute, en février 1981, pour condamner la tentative de coup d'État de quelques généraux égarés, ont « fait » la Monarchie aux yeux d'Espagnols encore largement sceptiques au sortir de quatre décennies de régime autoritaire. Comme l'expliquait le général de Gaulle, pour faire l'histoire, il faut « **l'homme et l'événement** »,

mais le roi Juan Carlos a aussi profité de cette position particulière qui était, comme roi, la sienne : héritier de la dictature, il n'en était pas le dépositaire, et, roi, il devait l'être de toute l'histoire comme de tous les Espagnols, même républicains. Il incarnait à la fois l'État et la nation, avec toutes leurs contradictions et tous leurs désirs et conflits : comme le résumait l'écrivain Marcel Jullian de façon poétique,

il n'était pas « l'aile droite ni l'aile gauche, il était l'oiseau »

, tout simplement...

Mon royalisme : "politique d'abord" et sentiment.

Écrit par Jean-Philippe

Dimanche, 11 Février 2018 22:51 - Mis à jour Dimanche, 11 Février 2018 23:03



Pour en revenir au royalisme, je le définis en « politique d'abord », et cela signifie que je n'en fais pas une cause religieuse, ni même la condition d'un hypothétique renouveau catholique, par exemple. Cela ne signifie pas que je sois indifférent à la question religieuse mais simplement qu'il ne faut pas attendre un miracle divin pour que la Monarchie s'accomplisse : en fait, c'est **l'action politique, les hommes, les événements qui feront la Monarchie, et, peut-être, un peu de chance** que les croyants pourront voir comme un signe de la Providence. D'autre part, la Monarchie royale est politique, avant tout, même si elle ne doit pas négliger une nécessaire « verticalité » et une forme de sacralité qui aident, l'une et l'autre, à sa légitimation sans en être, à mon sens, la légitimité même.

Mon royalisme : "politique d'abord" et sentiment.

Écrit par Jean-Philippe

Dimanche, 11 Février 2018 22:51 - Mis à jour Dimanche, 11 Février 2018 23:03

Mais, au-delà de la dimension politique du royalisme, il lui faut une dimension sentimentale, de celle qui fait vibrer les cœurs et les âmes : Alexandre Dumas, au travers de ses mousquetaires et de leur fidélité au roi, a bien montré **la force du sentiment qui permet à l'autorité exécutive de mobiliser les énergies pour elle, et pour le service de l'État et du pays** . Que la Monarchie soit une affaire familiale marque aussi **la particularité d'un régime qui se perpétue par « les voies naturelles » et qui vit au rythme de l'existence des êtres** , de la naissance à la mort, entre événements joyeux et drames, mariages et deuils, rires et larmes...



Mon royalisme : "politique d'abord" et sentiment.

Écrit par Jean-Philippe

Dimanche, 11 Février 2018 22:51 - Mis à jour Dimanche, 11 Février 2018 23:03

Ainsi, **le royalisme doit s'adresser à la raison tout autant qu'au sentiment** : s'il ne s'adressait qu'à la raison, il ne serait qu'une sèche doctrine ; s'il ne parlait qu'au sentiment, il ne serait qu'un doux phantasme. Toute « l'alchimie » monarchiste, avant que d'être monarchique le jour venu, tient dans cette subtile combinaison entre les forces du sentiment et les nécessités du politique...

Mon royalisme : "politique d'abord" et sentiment.

Écrit par Jean-Philippe

Dimanche, 11 Février 2018 22:51 - Mis à jour Dimanche, 11 Février 2018 23:03
